

# 1945-1974, les Trente Glorieuses

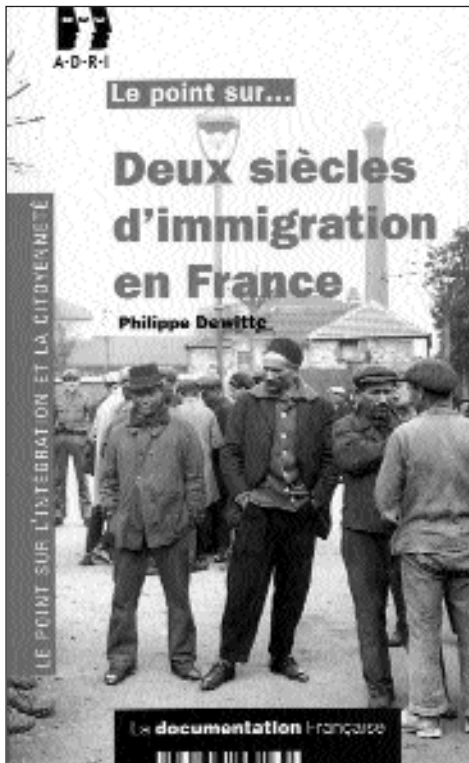
In *Deux siècles  
d'immigration  
en France*,  
La Documentation  
française, Paris 2003

Au lendemain de la Seconde Guerre mondiale, tout comme à l'issue de la Première, tout le monde s'accorde sur la nécessité – démographique, économique, sociale – de l'immigration. En novembre 1945 est ainsi créé l'Office national d'immigration (ONI), chargé de mettre en place un ambitieux programme, qui prévoit la venue en France de quelque trois millions de travailleurs étrangers. Pour la première fois, l'État prend en charge une tâche jusque-là dévolue au patronat, même s'il faudra plus de dix ans pour que cette politique prenne véritablement son essor. En effet, entre 1955 et 1965, période de mutation politique, économique et sociale, la France entre définitivement dans l'ère de la consommation.

L'intégration des populations présentes en France avant-guerre s'accélère dans ces années, du fait de l'expansion économique, mais aussi grâce à la fraternité d'armes durant la guerre, qui facilite l'acceptation

des immigrés par la société globale tout en permettant l'identification des immigrés à leur nouvelle patrie. L'exemple des Polonais est à cet égard très parlant. Eux dont un préfet disait avant-guerre qu'ils ne manifestaient aucune aptitude à s'assimiler, prennent la nationalité française en grand nombre dans les années 1950. Mais il est vrai que, de plus, l'instauration du rideau de fer ne donne aux Polonais que peu d'espoirs de pouvoir rentrer au pays un jour prochain. La force du "creuset français" doit cependant être relativisée : l'historien Pierre Milza rappelle par exemple que si 3,5 millions d'Italiens sont venus en France entre 1870 et 1940, 1,2 million "seulement" y sont restés. Quoi qu'il en soit, on voit au travers de ces exemples que l'intégration est un processus social et culturel long, qui demande deux, parfois trois générations pour arriver à son terme.

Si les vagues d'avant-guerre trouvent peu à peu leurs places dans la société française, des migrants plus récents les remplacent dans les tâches les plus pénibles et les



moins bien rémunérées. Les modes de vie et d'habitat des nouveaux venus connaissent la "frugalité" et la précarité qu'avaient endurées leurs prédécesseurs. On ne peut s'empêcher de comparer l'amélioration générale du niveau de vie des Français durant cette période au traitement réservé à ceux qui, précisément, permettent le décollage économique du pays : les immigrés sont alors les "laissés-pour-compte" de la croissance.

### *Les exilés de la guerre froide*

Avec la venue au pouvoir de régimes communistes en Europe centrale et orientale, et avec la glaciation des relations Est-Ouest qui s'ensuit à partir de 1947, des intellectuels, artistes, militants politiques franchissent le "rideau de fer" et trouvent refuge, entre autres, en France. Hormis les réfugiés et personnes déplacées de l'immédiat après-guerre, encore au nombre de 400 000 en 1953, les communautés d'exilés ne seront jamais très importantes numériquement, mais elles joueront un grand rôle dans l'évolution des rapports Est-Ouest et dans la vie intellectuelle de leurs patries respectives.

Si près de 72 000 immigrés regagnent la Pologne socialiste dans l'immédiat après-guerre, ils sont 65 000 à repartir en émigration entre 1946 et 1948. Ces migrants "traditionnels" sont rejoints par des exilés politiques durant toute la guerre froide. Même si la France n'est pas une destination privilégiée des intellectuels et des politiques victimes de la guerre froide,

les Hongrois sont tout de même 10 000 à la gagner au moment de la révolte de Budapest en 1956, et leur nombre inscrit à l'Office français pour les réfugiés et apatrides (Ofpra) passe de 12 000 à 20 000 entre 1955 et 1959. De même, en 1968, année de l'entrée des chars soviétiques dans Prague et d'une poussée antisémite et autoritaire en Pologne, on compte 2 700 Tchécoslovaques et près de 16 000 Polonais enregistrés à l'Ofpra.

Les dictatures anticommunistes vont amener elles aussi leur lot d'exilés politiques. Par exemple, à l'issue de la guerre civile de 1949 et avec l'arrivée au pouvoir des colonels en 1967, de nombreux intellectuels grecs choisissent de s'expatrier en France. De même, dans les années 1960 et 1970, Paris voit un afflux d'exilés politiques et artistes fuyant les dictatures latino-américaines, en particulier du Chili et d'Argentine.

### *Les Algériens dans la tourmente*

Les années 1950 voient également une très forte augmentation des migrations en provenance des colonies, au moment même où le processus de décolonisation est partout enclenché. Il l'est de manière

#### **Note de l'éditeur : Le point sur... Deux siècles d'immigration en France**

En avril 2003, le gouvernement a envisagé la création d'un centre de ressources et de mémoire de l'immigration. Pour ce faire, il a confié à Jacques Toubon, ancien ministre de la Culture et ancien Garde des sceaux, la présidence d'une mission de préfiguration ayant l'Adri comme support technique. Ce volume est la première réalisation de cette mission.

dramatique en Algérie, alors même que les Algériens sont les plus nombreux parmi les travailleurs non qualifiés en provenance de l'Union française, et que leurs effectifs augmentent considérablement durant toute la décennie : ils sont 66 000 en 1947 et déjà 212 000 en 1954, année du déclenchement de l'insurrection.

### Un regard désabusé sur la France

François Fejtö, intellectuel hongrois exilé à Paris, décrit sans complaisance la France et les Français, tout en reconnaissant qu'il n'existe pas pour lui d'autre terre d'asile :

*"Vivre ailleurs qu'à Paris, qu'en France ? Certainement pas. Ce qui m'a déçu, pour parler franchement, ce n'est pas la France, plutôt les Français, bien que je sache qu'ils sont de faux cartésiens et de faux égalitaires, ne fût-ce que, comme l'a dit Heine, parce que tous leurs estomacs sont inégaux. Les Français m'ont déçu, disais-je. Voire. Car ils gardent tous leurs défauts et leurs vertus d'autrefois."*

*"Les exilés hongrois en France", dans L'émigration politique en Europe aux XIX<sup>e</sup> et XX<sup>e</sup> siècles, École française de Rome, 1991.*

Paysans déclassés, originaires en grand nombre de Kabylie, prolétarisés en France, les immigrés algériens sont victimes des "marchands de sommeil", qui les entassent dans des hôtels meublés vétustes. Lorsque les premiers bidonvilles s'incrument dans la banlieue parisienne à la fin des années 1950, les autorités, qui redoutent le mécontentement de ces immigrés déjà passablement "travaillés" par les idées nationalistes, tentent de remédier à ces conditions d'habitat en construisant à la hâte des foyers. Mais le mode d'habitat en foyer a pour conséquence d'isoler encore un peu plus

les Algériens du reste de la population, tandis que le racisme anti-arabe atteint des sommets au plus fort de la "guerre d'Algérie".

Car les "événements", comme on les appelle alors pudiquement, touchent également la métropole, et les immigrés sont pris entre l'idéal patriotique, qui gagne chaque jour un peu plus les esprits des Algériens des deux côtés de la Méditerranée, et les raisons économiques pour lesquelles ils sont venus chercher du travail en France. De fait, le nationalisme algérien est né dans l'immigration en métropole en 1926 et la fédération de France du Front de libération nationale (FLN) contribue grandement au financement du combat nationaliste. Aussi, une partie de la guerre a lieu dans l'Hexagone : combats fratricides entre les factions rivales du nationalisme, attentats des partisans de l'Algérie française, violences policières et militaires de la part des autorités françaises. C'est ainsi que le 17 octobre 1961, de nombreux Algériens (le chiffre exact n'est toujours pas connu) sont tués lors de la sanglante répression d'une manifestation pacifique.

Pourtant, la guerre, puis l'indépendance, ne freinent pas les départs : on dénombre 350 000 Algériens en France en 1962, et ils seront près de 800 000 en 1982, à une date où les Français d'origine algérienne (c'est-à-dire pour l'essentiel les enfants nés en France) sont estimés à 400 000 personnes.

Le divorce franco-algérien pèsera longtemps encore sur la façon de percevoir l'immigration maghrébine. À la fin du XX<sup>e</sup> siècle, malgré quelques progrès, Français et Algériens continueront d'entretenir des

rapports quelque peu difficiles, hérités de cette décolonisation violente et douloureuse. Des deux côtés de la Méditerranée, les uns et les autres ne parviendront pas à effectuer le nécessaire travail de deuil, préalable à un dialogue sain entre les cultures et les peuples. En ce domaine, le rôle des historiens est donc crucial.

### *Au service du miracle économique*

Cette période de très forte expansion économique et de reconstruction nécessite la venue de nombreux travailleurs immigrés. On fait appel, entre autres, aux Espagnols, alors que le gouvernement franquiste ne fait plus obstacle à l'émigration de ces ressortissants, qu'il tente d'encadrer politiquement par le biais des missions catholiques espagnoles. Les deux vagues espagnoles additionnées, celle de 1939 et celle des années 1950 et 1960, constituent une très importante population, qui atteindra les 600 000 personnes à la fin des années 1960, avant de décliner dans les années 1970. Les Espagnols remplacent peu à peu la migration italienne, qui a tendance à se stabiliser dans ces années. On les trouve dans le bâtiment mais peu dans l'industrie, tandis que les femmes occupent des emplois de maison. Enfin, le travail saisonnier agricole emploie une grande partie des migrants du sud de l'Espagne, qui alternent travaux agricoles des deux côtés des Pyrénées en fonction du décalage des saisons.

Les Portugais prennent la relève à partir du début des années 1960. Malgré un accord d'immigration passé avec l'État portugais, celui-ci tente en vain de limiter l'hémorragie de ces ressortissants. L'immigration devient alors clandestine et prend des proportions d'autant plus importantes que la France régularise systématiquement ces entrées illégales. Les Portugais présents en France sont au nombre de 20 000 en 1959 et de 700 000 au début des années 1970, ils seront encore 600 000 en 1990. La migration portugaise est constituée de travailleurs peu qualifiés fuyant la misère, mais aussi de déserteurs des guerres coloniales et d'opposants politiques au régime de Salazar. Comme leurs prédécesseurs italiens et

#### **Les rapatriés d'Algérie**

Les "pieds-noirs" sont près d'un million à quitter l'Algérie entre 1958 et 1964, dont 650 000 en moins de six mois en 1962. À ceux-là il faut ajouter 48 000 Français musulmans, notables de la colonisation et surtout supplétifs de l'armée française. Ces derniers, les harkis, étaient 160 000 à la fin de la guerre, la plupart sont abandonnés par la France et livrés à la vengeance de leurs compatriotes dans les premiers mois de l'Algérie indépendante.

L'accueil des pieds-noirs par la population française est pour le moins mitigé. On leur reproche de prendre le travail des Français. À Marseille tout particulièrement, où débarquent l'immense majorité des rapatriés, on accepte mal que le gouvernement décide de leur réserver 30 % des constructions nouvelles de HLM. Finalement, l'intégration de cette population parlant français, d'un bon niveau d'éducation, bénéficiant d'aides de l'État, jouant la carte de la solidarité, le tout dans un pays d'"accueil" en pleine expansion économique, se fait remarquablement rapidement.

On ne peut pas en dire autant pour les anciens harkis, qui sont parqués avec leurs familles dans des camps, des hameaux forestiers, gérés par l'armée française jusqu'en 1975. Les anciens harkis et leurs enfants subissent une relégation qui ne leur a jamais permis de s'intégrer à la société globale, comme peuvent espérer le faire tous les migrants. Quarante après la fin de la guerre d'Algérie, ils en sont encore à réclamer la reconnaissance de la République et la justice sociale.

espagnols, les hommes travaillent beaucoup dans le bâtiment, mais aussi dans l'industrie, tandis que les femmes trouvent du travail dans le domaine des services aux particuliers.

### *Le temps des baraques*

Les travailleurs immigrés, maghrébins, espagnols ou portugais, participent au "miracle économique" des années 1960. Autoroutes, construction automobile, HLM, entretien des villes, ils sont sur tous les fronts, leur force de travail est essentielle dans ces années où le paysage économique de la France se transforme à grande vitesse. Cependant, les Trente glorieuses ne profitent pas de la même manière à l'ensemble des populations résidant en France. La période est aussi celle d'une crise du logement dont les premières victimes sont les immigrés, bien qu'ils participent eux-mêmes activement à la construction des tours et des barres dans lesquels ils habiteront... une génération plus tard, lorsque les Français commenceront à désertier le parc HLM.

En attendant, du milieu des années 1950 au milieu des années 1970, le quotidien des migrants est encore trop souvent constitué d'habitats vétustes dans le centre des villes, de baraquements à la campagne pour les travailleurs agricoles, de baraques de chantier et de bidonvilles à la périphérie des villes, comme celui, entre autres, des Algériens à Nanterre, ou des Portugais à Champigny-sur-Marne, tous deux dans la banlieue parisienne. En 1964, un rapport de police estime que sur les 40 000 Portugais du département de la Seine, 15 000 vivent dans une dizaine de bidonvilles. Le sort des Maghrébins n'est pas plus enviable.

### *Les Maghrébins, un ensemble indistinct*

C'est durant cette période que la proportion entre Européens et non-Européens commence à s'inverser : les premiers, qui représentent encore les trois quarts des immigrés jusqu'au début des années 1970 n'en formeront plus que la moitié au début des années 1990. Car dans les années 1960 et au-delà, les immigrés de tout le Maghreb, et dans une moindre mesure d'Afrique de l'Ouest, arrivent nombreux en France. Le passé colonial, et singulièrement la guerre d'Algérie, ajoute encore aux difficultés d'insertion et au rejet dont ils sont victimes, de la part d'une frange de la population française gagnée peu à peu par le racisme anti-arabe. Les Algériens ne sont pas les seuls à en souffrir, ce sont tous les Maghrébins qui sont rejetés dans un ensemble indistinct – "les Arabes", y compris s'ils sont... berbères – au sein duquel la grande majorité des Français ne fait pas de différence. Ce rejet culmine durant les "événements" d'Algérie, mais il perdure ensuite. Au point qu'en 1973, de graves incidents racistes à Marseille et dans la région poussent le gouvernement algérien à arrêter l'émigration de ses ressortissants.

Les Marocains sont 33 000 en 1962, ils seront plus de 400 000 en 1982. Dans les années 1960 ils semblent suivre le chemin des Italiens et des Polonais, avec presque un demi-siècle de décalage : on les retrouve dans la sidérurgie lorraine, à la chaîne dans l'industrie automobile, au fond de la mine dans le Nord-Pas-de-Calais. Puis les citadins succèdent aux ruraux, des cadres, des techniciens, des entrepreneurs modifient considérablement le profil social des Marocains de France, d'autant que, dans le même temps, les familles rejoignent les hommes seuls. Entre 1975 et 1990, la population marocaine présente en France double malgré la fermeture officielle des frontières dans cette période, et bien que les Marocains soient nombreux à sortir des statistiques des étrangers en demandant la nationalité française.

Les Tunisiens connaissent également une très forte progression : ils sont 34 000 en 1962 et près de 200 000 vingt ans plus tard. Ils investissent beaucoup dans le petit commerce des grandes villes ("l'Arabe du coin" est souvent un Djerbien), mais on les trouve également dans les professions libérales et parmi les intellectuels en exil. ◀

**Mineurs maghrébins dans le Nord, 1979.**

#### Nota bene

En vertu du double *jus soli*, les enfants des immigrés algériens, nés en France de parents nés en Algérie avant 1962, alors que celle-ci était un territoire français, sont automatiquement français sans possibilité de décliner la nationalité.